



DÉBATS DU SÉNAT

1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE • VOLUME 148 • NUMÉRO 113

LA LITTÉRATIE

Interpellation—Suite du débat

Discours de

l'honorable Claudette Tardif

Le mardi 30 octobre 2012

LE SÉNAT

Le mardi 30 octobre 2012

[Traduction]

LA LITTÉRATIE

INTERPELLATION—SUITE DU DÉBAT

L'ordre du jour appelle :

Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Callbeck, attirant l'attention du Sénat sur l'importance de la littératie étant donné que le Canada a plus que jamais besoin de connaissances et de compétences pour demeurer compétitif dans le monde et pour accroître sa capacité de s'adapter à l'évolution des marchés du travail.

L'honorable Claudette Tardif (leader adjoint de l'opposition) : Honorables sénateurs, je prends la parole aujourd'hui à propos de l'interpellation du sénateur Callbeck, attirant l'attention du Sénat sur l'importance de la littératie étant donné que le Canada a plus que jamais besoin de connaissances et de compétences pour demeurer compétitif dans le monde et pour accroître sa capacité de s'adapter à l'évolution des marchés du travail.

Je veux commencer par remercier le sénateur Callbeck pour son travail de sensibilisation sur cette question préoccupante et, bien sûr, notre collègue, le sénateur Fairbairn, pour ses efforts acharnés en faveur de la littératie au Canada. Je suis à la fois fière et heureuse d'appuyer les efforts et l'engagement des sénateurs Callbeck et Fairbairn en faveur de l'amélioration des capacités de lecture et d'écriture des Canadiens et d'une stratégie nationale d'alphabétisation. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture définit ainsi la littératie :

[...] l'habileté d'identifier, de comprendre, d'interpréter, de créer, de communiquer et de calculer en utilisant du matériel imprimé et écrit associé à des contextes variables. [Elle] suppose une continuité de l'apprentissage pour permettre aux individus d'atteindre leurs objectifs, de développer leurs connaissances et leur potentiel et de participer pleinement à la vie de leur communauté et de la société toute entière.

Pour bien comprendre toute l'importance et les implications de cette question, il faut d'abord prendre connaissance des données alarmantes entourant l'analphabétisme au Canada. Bien que le taux enregistré de littératie soit élevé au Canada, c'est-à-dire autour de 97 p. cent, la signification de cette statistique semble être source de débat. Lorsque les données de Statistique Canada sont ventilées selon les niveaux de littératie, elles révèlent que près de la moitié des adultes canadiens, soit 48 p. 100, affichent un faible niveau de compétences en littératie.

Comme l'explique Margaret Eaton, présidente d'ABC Life Literacy Canada, organisme à but non lucratif qui vise à inciter les Canadiens à accroître leur niveau de littératie :

Il faut apprendre à lire, puis il faut lire pour apprendre. Il n'y a pas assez de Canadiens qui possèdent cette compétence.

Comme je l'ai déjà dit au Sénat — le 8 novembre 2006 —, je crois que la plupart des Canadiens tiennent pour acquis que le Canada est un pays où les gens ont un niveau de littératie élevé. Si on demandait au Canadien moyen de définir la littératie, je suis certaine que la plupart des gens répondraient qu'il s'agit de la capacité de lire un livre. Notre conception de la littératie ne correspond plus du tout à la réalité. À une époque où la technologie et la connaissance

progressent à pas de géant, les compétences essentielles pour fonctionner et réussir dépassent largement la seule capacité de lire un texte imprimé.

La norme nationale en matière de littératie s'élargit pour englober les niveaux de littératie nécessaires aux compétences professionnelles de nos jours. Celles-ci peuvent se répartir en différentes catégories, notamment la littératie en matière de santé, la littératie informatique et la littératie statistique, qui reflètent les exigences d'un monde complexe.

• (1530)

[Français]

Comme le suggère la définition de l'organisation des Nations Unies, la littératie ne se limite pas aux compétences de base en lecture. Elle renvoie également à la capacité de comprendre des idées, d'analyser des problèmes et d'utiliser les symboles et la technologie d'une société de manière à favoriser un développement personnel et sociétal. Est-on capable de rédiger son curriculum vitae sur l'ordinateur? Est-on capable de naviguer sur Internet à la recherche d'un emploi? Est-on capable de résoudre un problème dont la solution n'est pas évidente? Ce sont là des compétences qui, parmi d'autres, sont désormais essentielles au sein de notre société fondée sur le savoir.

L'enquête internationale de 2003 sur la littératie et les compétences des adultes, qui a permis à Statistique Canada d'acquiescer les données que j'ai mentionnées précédemment, a mesuré les compétences des adultes dans quatre domaines : la compréhension de textes suivis, la compréhension de textes schématiques, la numératie et la résolution de problèmes. On a ensuite évalué les compétences individuelles sur une échelle de un à cinq, le premier niveau représentant la compétence la plus faible, et le cinquième la plus élevée. Il est communément accepté que le troisième niveau soit le seuil de compétence souhaitable pour ceux qui vivent dans une société fondée sur le savoir comme la société canadienne. Or, à l'heure actuelle, au Canada, 48 p. 100 de nos citoyens âgés de plus de 16 ans n'atteignent pas ce niveau pour la compréhension de textes suivis, et 55 p. 100 d'entre eux ne l'atteignent pas pour ce qui est de la numératie, autrement dit les compétences de base en mathématiques.

[Traduction]

Le Canadian Literacy and Learning Network est la plaque tournante de la recherche, de l'échange d'information et de connaissances, et des efforts visant à accroître les niveaux de littératie et les compétences essentielles au Canada. D'après ce réseau, les adultes qui vivent dans la pauvreté n'ont souvent pas le niveau de littératie requis pour pouvoir participer à un programme de formation professionnelle. Pour réussir dans un tel programme, ils peuvent avoir besoin d'améliorer tout d'abord leurs compétences en littératie. Toutefois, parmi les adultes admissibles, seuls 5 à 10 p. 100 s'inscrivent à ce genre de formations. Le réseau souligne aussi que moins de 20 p. 100 des personnes qui se situent au plus faible niveau de littératie ont un emploi. C'est donc dire qu'il manque à 9,8 millions d'adultes canadiens des capacités importantes qui leur permettraient de participer pleinement à la vie communautaire et professionnelle.

Honorables sénateurs, si les taux de littératie augmentaient seulement de 1 p. 100, ce changement entraînerait une croissance économique de 18 milliards de dollars par année. Autrement dit, les investissements consacrés aux programmes de littératie procurent un

rendement de 241 p. 100. Il existe un lien inhérent entre le chômage et un faible niveau de littératie. Il faut absolument avoir une bonne base en littératie et dans les compétences essentielles pour se tailler une place sur le marché du travail; sans cette base incontournable, aucun employé ne peut acquérir de compétences spécialisées.

Mme Lindsay Kennedy, présidente et directrice générale du Canadian Literacy and Learning Network, a souligné combien il est important que la main-d'œuvre canadienne ait des compétences adéquates quand elle a témoigné devant le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences et du développement social, en juin dernier. Elle a déclaré :

[...] les emplois qui ne demandent que peu de compétences [...] ont complètement disparu puisque les fonctions qu'ils exigeaient ont été automatisées au cours de la dernière décennie. [...] on n'a pas donné aux titulaires de ces emplois les compétences nécessaires pour pouvoir rester en poste. Et l'on constate aujourd'hui que le fossé s'élargit entre les travailleurs hautement qualifiés et ceux qui le sont peu.

Le Canada est l'un des rares pays industrialisés qui ne se soit pas doté d'un système national d'éducation des adultes. Comme la plupart des questions sociales — par exemple l'aide sociale, la santé, l'éducation et la formation —, la littératie et la formation de base relèvent principalement des gouvernements provinciaux et territoriaux. Le gouvernement fédéral joue toutefois un rôle en élaborant des orientations stratégiques et en finançant des initiatives en matière de littératie par l'entremise des paiements de transfert aux provinces, des ententes sur le développement du marché du travail, de divers programmes spécialisés fournis par le gouvernement fédéral et du Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes.

Les provinces et les territoires ne sont pas tenus d'affecter des sommes spécifiques au financement des programmes de base en littératie. Par conséquent, les services de littératie, l'accessibilité de ces services et les ressources disponibles varient considérablement d'une région à l'autre. Dans les provinces et les territoires, les programmes de littératie peuvent être offerts par plusieurs organismes, par exemple les collèges, les commissions scolaires, les syndicats et les organismes communautaires. Il peut s'agir de services ciblés destinés à divers groupes de personnes. Ils sont généralement offerts par des bénévoles qui ont reçu une formation. Dans chaque province et territoire, on finance une coalition qui fournit un réseau de soutien aux organismes de la région.

[Français]

L'alphabétisation est un enjeu sérieux pour nos communautés de langue officielle. La vitalité et la capacité d'une communauté à se prendre en main dépendent en grande partie de ses aptitudes et compétences. Compte tenu de l'importance de l'alphabétisation et des compétences de base dans le contexte d'une économie du savoir et de l'information, il est clair que la possession d'outils d'information permettra aux communautés de langue officielle de se développer et de s'épanouir.

La situation particulière dans laquelle se trouvent de nombreux francophones à l'égard de leurs compétences en lecture, en écriture et en calcul demande à ces communautés de disposer d'informations et données leur permettant de mieux comprendre les défis de leurs membres, et, par le fait même, de mieux cibler leur action.

C'est dans cet esprit qu'a été préparée l'enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes de 2003 que j'ai mentionnée précédemment. Cette recherche visait notamment à mieux cerner différents aspects des processus d'alphabétisation et de maîtrise de la langue chez les minorités de langue officielle. L'enquête a permis de mettre en lumière un certain nombre de

constats concernant la situation des minorités de langue officielle en matière d'alphabétisation. Je retiens particulièrement le fait qu'il existe des différences marquées en matière de niveau d'alphabétisation entre les anglophones et les francophones. L'étude montre que les francophones, tant au Québec qu'à l'extérieur du Québec, font face à des obstacles importants qui expliquent en bonne partie le retard qu'ils ont longtemps accusé sur les anglophones.

De manière plus précise, la proportion de la population de langue maternelle française qui a du mal à comprendre ce qu'elle lit s'établit à 56 p. 100, comparativement à 39 p. 100 pour la population de langue maternelle anglaise. Quant aux anglophones du Québec, bien que leur situation diffère d'une région à l'autre, leur niveau moyen de compétence en littératie est, dans l'ensemble, supérieur à celui des personnes de langue maternelle française.

Les résultats de l'enquête ont révélé un phénomène important du point de vue des habitudes de lecture et d'écriture. A niveau de scolarité et revenus égaux, les francophones sont toujours moins susceptibles que les anglophones de développer des habitudes fréquentes de lecture et d'écriture dans leur vie quotidienne. Il est probable que les différences observées en matière de littératie chez les francophones en situation minoritaire s'expliquent par une conjonction de facteurs institutionnels et culturels. Par exemple, un usage prépondérant de l'anglais au travail et dans la collectivité, une faible valorisation du français au sein des institutions politiques et juridiques et un manque d'infrastructures francophones sont des facteurs qui peuvent contribuer à une insuffisante maîtrise de sa langue maternelle.

Il ne fait aucun doute que ces facteurs nuisent à la préservation de la langue et de la tradition qu'elle représente. Il nous reste à comprendre encore davantage comment ils accentuent les problèmes d'éducation au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

• (1540)

[Traduction]

Voici une description de l'approche actuelle du Canada en matière de littératie des adultes :

[...] un ensemble disparate de mesures sous-financées qui ne rejoignent qu'à peine 1 à 2 p. 100 des quelque 9 millions de Canadiens peu alphabétisés en âge de travailler, qui n'ont pas les capacités de lecture et d'écriture nécessaires pour profiter pleinement du développement économique et social de leur région et de leur pays et pour y contribuer. Cette lacune est inacceptable, et il est grand temps d'élaborer un plan national concerté afin de régler les graves problèmes en matière de littératie au Canada.

Le milieu de la littératie au Canada déploie des efforts depuis plus de 25 ans pour faire avancer cette cause et pour en faire une priorité afin que des politiques et des mesures soient élaborées.

Au cours des dernières années, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que les représentants du milieu des affaires, des travailleurs et du grand public ont tous affirmé que la littératie constituait une priorité absolue au Canada et qu'il fallait faire des progrès dans ce domaine. En juin 2003, un comité permanent de la Chambre des communes auquel tous les partis siègent a publié un rapport intitulé *Accroître l'alphabétisation des adultes : la nécessité d'une action pancanadienne*.

Comme j'ai essayé de le faire ressortir dans cette interpellation, le Canada doit surmonter de graves problèmes en matière de littératie. Seulement un petit pourcentage des Canadiens suivent des programmes de formation pour améliorer leurs compétences. À

l'heure actuelle, le milieu de la littératie au Canada n'est pas équipé pour combler ces lacunes. L'accès aux services de littératie varie donc grandement d'un endroit à l'autre et selon les circonstances de chaque personne. C'est inacceptable dans une société qui se targue d'avoir une bonne qualité de vie et qui croit en l'équité sociale.

Le gouvernement du Canada doit jouer le rôle de chef de file dans ce domaine. Il faut instaurer une stratégie nationale de littératie et établir des normes et des lignes directrices minimales pour les provinces et les territoires afin que tous les Canadiens aient les compétences de base qui leur permettront d'accéder au marché du travail. Une telle stratégie doit tenir compte des différences régionales et linguistiques dont il a été question tout au long de cette interpellation.

Pour conclure, j'aimerais citer le Plan d'action national pour l'alphabétisation de 2006-2016 présenté par le Movement for Canadian Literacy :

Historiquement, on a laissé le milieu de l'alphabétisation faire face seul aux problèmes d'alphabétisme, avec des crédits insuffisants, alloués à court terme, et trop peu d'appuis professionnels, et aussi sans le doter d'une vision ou d'une stratégie nationale coordonnée. Comme société, nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer cette réalité pressante. Relever les défis de l'alphabétisation au Canada sera profitable et bénéfique pour répondre aux enjeux les plus pressants de notre époque : le marché du travail et l'économie, le succès scolaire des enfants, la santé publique, le développement et la sécurité communautaires, l'intégration des immigrants, la cohésion sociale, et plus encore.

L'organisme nous demande de faire preuve de leadership, de tenir compte de ce problème très grave et de prendre des mesures pour y remédier. Merci.
